laTrompette

GETTY IMAGES

La crise du logement au Canada est une affliction amère

Vous n'avez pas les moyens d'acheter une maison ? Remerciez des années de politiques destructrices et de criminalité.

- Abraham Blondeau
- 03/07/2024

Il n'a jamais été aussi difficile de trouver un logement au Canada. Que vous soyez un étudiant universitaire, un jeune adulte, un couple marié ou une personne âgée, la nécessité de se loger devient trop onéreuse. Pourtant, le logement est vraiment une *nécessité.* Les Canadiens sont oppressés par une affliction amère.

Telle est la dure réalité : dans l'une des nations les plus riches et les plus avancées du monde, les gens n'ont pas les moyens de se loger. Dans le pays qui possède la deuxième plus grande superficie au monde, il n'y a pas assez de maisons pour loger tout le monde. Le Canada a le pire marché immobilier et les prix les plus élevés de tous ses pairs.

PT_FR

Si les grandes villes sont les plus touchées, la situation devient invivable partout. La mairesse de Wilmot, en Ontario, n'avait pas les moyens d'acheter une maison dans la ville où elle avait été élue. La maison moyenne coûte un million de dollars.

À Toronto, en Ontario, une chambre se loue en moyenne entre 800 et 1 000 dollars par mois. Il s'agit simplement de chambres dans la maison ou dans le sous-sol du propriétaire, où le salon, la salle de bain et tous les autres espaces sont partagés. La taille moyenne d'une chambre au Canada est de 120 pieds (ou 11 mètres) carrés.

Voici quelques exemples tirés du populaire site d'annonces immobilières Kijiji :

Chambre à 790 $ à Mississauga, Ontario

Chambre à 1 075 $ dans le centre-ville de Toronto

Et si vous avez besoin de plus qu'une chambre ? Dans ce cas, les prix montent en flèche. Selon*CTV News*, « Un nouveau rapport en provenance du site Web *rentals.ca* indique que le loyer mensuel moyen d'un appartement d'une chambre à coucher en ville a grimpé à 2 620 $ en août—une hausse de 10,5 pour cent par rapport à août 2022. Le prix d'un appartement moyen de deux chambres à coucher s'élève maintenant à 3 413 $ par mois, soit une augmentation de 7,1 pour cent par rapport à l'année précédente. » Ces statistiques concernent Toronto, mais la tendance est la même dans tout le pays.

Les prix des maisons augmentent eux aussi. Un rapport basé sur les données de l'Association canadienne de l'immobilier,

mis à jour le 17 avril, indique les prix moyens des maisons par province.

À lui seul, le service de l'hypothèque par mois est écrasant. Selon des données datant de 2022, le ménage canadien moyen devait consacrer 53 pour cent de ses revenus au service d'un prêt hypothécaire. À Vancouver, en Colombie-Britannique, ce pourcentage s'élevait à plus de 80 pour cent ; à Toronto, à 75 pour cent. Cela signifie que la plupart des familles ont besoin de deux revenus pour survivre.

Lorsque les taux d'intérêt étaient bas, l'endettement était « bon marché », de sorte que les banques ont accordé un nombre sans précédent de prêts pour l'achat de maisons plus chères. Les taux d'intérêt ayant grimpé à 5,25 pour cent, un grand nombre de mensualités de prêts hypothécaires à taux fixe ne couvrent même pas les frais d'intérêt. Cela signifie que la dette d'une personne augmente alors même qu'elle effectue des paiements. De nombreuses banques amortissent les prêts hypothécaires, prolongeant ainsi la période de remboursement du capital et des intérêts. Certaines personnes se retrouvent coincées dans des hypothèques de 70 ans.

De nombreuses personnes risquent de ne pas rembourser leur prêt hypothécaire. Rares sont ceux qui échappent aux répercussions de la crise du logement.

Presque tous les Canadiens sont coincés dans le cycle de l'endettement, vivant de cartes de crédit et de prêts, et la crise du logement ne fait qu'exacerber le problème. Il s'agit d'une affliction économique amère. Toute cette crise a été provoquée par des décisions individuelles et des politiques gouvernementales délibérées. Les finances sont en train d'être pesées dans la balance, et nombreux sont ceux qui seront pris en défaut.

Les taux d'intérêt élevés et l'inflation galopante sont dus aux politiques gouvernementales. Depuis le premier mandat du Premier ministre Justin Trudeau en 2015, son gouvernement a augmenté de 50 pour cent la dette publique, qui s'élève aujourd'hui à 2,2 trillions de dollars. Même avant la pandémie de COVID-19, le gouvernement Trudeau imprimait de l'argent et achetait des obligations pour financer ses dépenses exorbitantes. Le dernier budget dévoilé comprenait une mesure visant à relever davantage le plafond de la dette, alors que les dépenses déficitaires se poursuivent à hauteur de 52,9 milliards de dollars.

Toutes ces dépenses déficitaires ont augmenté l'inflation, ont diminué le pouvoir d'achat et poussé la Banque du Canada à augmenter les taux d'intérêt pour tenter de corriger l'économie. Mais l'économie ne sera jamais corrigée tant que le gouvernement sera prêt à s'endetter de milliards de dollars.

Le gouvernement a également créé une crise de l'offre de logements en raison des niveaux historiques d'immigration. Trudeau a été élu en 2015 ; le quatrième trimestre de cette année-là a vu l'arrivée de 69 742 nouveaux résidents permanents. En 2023, Trudeau a fait venir plus d'un million d'immigrants, soit environ 400 000 résidents permanents et 600 000 travailleurs temporaires. Au cours des deux prochaines années, il prévoit d'accueillir plus d'un million de nouveaux résidents permanents. Pour un pays qui ne compte que 37 millions d'habitants, il s'agit d'une énorme vague d'humanité à absorber. Il n'y a pas assez de chambres, d'appartements ou de maisons pour accueillir tout le monde.

Il n'y aurait *pas* de crise sans cette politique d'immigration artificielle. Cette politique n'est pas le fruit du hasard ; elle était délibérée.

L'autre facteur à l'origine de cette crise du logement est un cas de complicité gouvernementale. Pendant des décennies, le gouvernement a fermé les yeux sur l'utilisation de biens immobiliers canadiens dans le cadre d'opérations de blanchiment d'argent. Principalement originaires de Chine, les criminels associés au crime organisé gagnent d'importantes sommes d'argent grâce au commerce de la drogue (au Canada et à l'étranger), utilisent cet argent pour acheter des jetons dans les casinos (ce qui permet de « blanchir » l'argent) et utilisent cet argent pour acheter des biens immobiliers. Cette opération de blanchiment d'argent se concentre principalement à Vancouver.

De nombreux Chinois fortunés achètent également des biens immobiliers au Canada pour protéger leur argent du Parti communiste chinois. Mais pour utiliser leur argent afin d'acheter une propriété, des licences et des documents frauduleux sont produits par des fonctionnaires compromis et des banques et sociétés immobilières infiltrées, qui utilisent ensuite des étudiants chinois qui étudient au Canada pour acheter les maisons. Ce racket illégal de pots-de-vin et d'hypothèques lucratives a fait grimper artificiellement le marché de l'immobilier, en particulier dans les grandes villes. En 2015, un tiers des biens immobiliers de Vancouver appartenait à des « investisseurs » chinois. Les acheteurs étrangers, qui disposent de bien plus de ressources que le Canadien moyen, ont fait grimper artificiellement la valeur des biens immobiliers. Tout cela est expliqué en détail dans le livre de Jonathan Manthorpe, *Claws of the Panda (Les griffes du panda).*

À tous les niveaux, le gouvernement canadien a largement fermé les yeux sur cette situation en raison d'avantages personnels liés à l'influence chinoise, de pots-de-vin, de la menace de perdre des investissements étrangers ou d'un manque de courage.

La crise du logement est une tempête parfaite délibérément conçue. Mais pourquoi le gouvernement voudrait-il provoquer cette affliction ?

La prophétie biblique répond à cette question. 2 Rois 14 : 26, une prophétie qui s'adresse à nos nations aujourd'hui, dit : « Car l'Éternel vit l'affliction d'Israël à son comble et l'extrémité à laquelle se trouvaient réduits esclaves et hommes libres, sans qu'il y eût personne pour venir au secours d'Israël. » Dans le temps de la fin, nos nations seraient amèrement affligées à cause de nos propres dirigeants corrompus.

Quelle est la solution de Trudeau à cette crise ? *Plus de contrôle de la part du gouvernement.* Le journal *C2C* a écrit :

> En 2017, le gouvernement libéral du Premier ministre Justin Trudeau a annoncé une stratégie nationale du logement de 37 milliards de dollars sur dix ans, censée s'attaquer à l'accessibilité du logement. Cette stratégie n'a pas fonctionné. […] Même la récente baisse des prix des logements, précipitée par les hausses de taux d'intérêt de la Banque du Canada, n'a pas aidé le marché locatif, puisque les loyers continuent de grimper. En réponse, les Libéraux ont redoublé d'efforts en promettant de dépenser plus de 70 milliards de dollars d'ici 2027-2028, dont une grande partie pour rendre le logement « plus abordable » en finançant des projets de logements à but non lucratif, communautaires et coopératifs.

La stratégie de « financiarisation » du gouvernement Trudeau consiste à bannir les capitaux privés de l'immobilier canadien par le biais de la réglementation et à faire en sorte que le gouvernement fédéral devienne le propriétaire dominant. Cela ferait du logement social contrôlé par le gouvernement la principale option de logement pour les gens. Cela s'inscrit dans l'affliction amère prophétisée.

Pourquoi Dieu permet-Il que cela se produise ? Le Canada est l'une des nations les plus bénies de la Terre parce qu'il est un descendant du patriarche Abraham. Comme l'a prouvé Herbert W. Armstrong dans *Les Anglo-Saxons selon la prophétie*, la richesse et la prospérité nationales dont nous avons joui sont une bénédiction de Dieu. Nous avons reçu la bénédiction sans condition à cause de l'obéissance et de la foi d'Abraham, mais pour conserver les bénédictions, il faut suivre son exemple.

« Le droit d'aînesse, une fois que nous l'avons reçu, était stupéfiant, impressionnant—inégalé parmi les nations ou les empires ! Mais qu'ont fait nos peuples de cette bénédiction impressionnante ? a demandé M. Armstrong. Il a continué :

> Une fois que les Britanniques et les Américains ... se sont retrouvés sous le soleil agréable d'une telle richesse et d'un tel pouvoir, ils étaient moins disposés que leurs anciens ancêtres à se soumettre à leur Dieu et à Ses voies. Ils n'avaient plus besoin de Lui ! Il semble que peu de gens se tournent vers Dieu jusqu'à ce qu'ils se trouvent dans une situation désespérée ou difficile. ... Dieu *n'est plus* tenu par Sa promesse de maintenir nos peuples non méritants dans le prestige, la richesse et la grandeur du monde. Une fois que nous avons obtenu cette position inégalée, c'est à nous de décider si nous devons la conserver.
>
> La crise du logement ne sera pas résolue par des programmes gouvernementaux ou un changement de gouvernement. Elle ne sera résolue que par la repentance envers Dieu. Nous avons rejeté Dieu, et cette vie bénie que nous tenions pour acquise est en train de nous être enlevée. C'est de cela qu'il s'agit dans cette crise du logement.

Dieu révèle la voie à suivre pour échapper aux malédictions, tant personnelles que nationales. Si vous voulez savoir comment être délivré d'une affliction amère, lisez notre livre gratuit *Les Anglo-Saxons selon la prophétie*.